



Association
pour le développement
de l'éducation
en Afrique



Conférence des ministres africains des finances et de l'éducation **Soutenir la dynamique éducative dans le contexte de la crise financière mondiale actuelle**

Tunis, Tunisie, 15-17 juillet 2009

Conférence conjointement organisée par l'Association pour le développement de l'éducation en Afrique (ADEA), la Banque africaine de développement (BAD) et la Banque mondiale (BM) avec le soutien des partenaires donateurs de l'Initiative de Mise en Œuvre Accélérée (IMOA) de l'Education pour Tous (EPT)

Note conceptuelle

Cette conférence sera le point de départ d'un dialogue des Ministres africains des Finances et de l'Education, tant entre eux qu'avec leurs partenaires extérieurs, pour examiner les options permettant de préserver, dans le contexte actuel de ralentissement économique mondial, les réalisations africaines de la décennie écoulée en matière de développement de l'éducation et de l'économie. Les Ministres d'environ trente pays d'Afrique sub-saharienne (ASS) seront invités, parmi lesquels tous ceux qui ont reçu ou espèrent recevoir un soutien du Fonds catalytique de l'Initiative Fast Track (Initiative de mise en œuvre accélérée), et les six pays les plus peuplés d'Afrique à savoir le Nigeria, l'Ethiopie, l'Egypte, la RDC, l'Afrique du Sud et le Soudan. Parmi les invités figureront également les partenaires au développement des pays, l'Union africaine (UA) et d'autres organisations gouvernementales et non gouvernementales régionales clés.

1. Problématique et objectifs

De nombreux pays africains et leurs partenaires extérieurs peuvent se féliciter aujourd'hui des progrès manifestes obtenus en vue de la réalisation des objectifs de l'Education Pour Tous (EPT) en 2015 décidés au Forum Mondial de l'Education de Dakar en 2000. L'augmentation de l'accès à l'enseignement primaire a été particulièrement remarquable. Cette augmentation provient essentiellement de la combinaison de *réformes éducatives courageuses* et de *l'accroissement substantiel du financement public pour l'éducation* (reflété par la hausse de la part du PNB affecté à l'éducation) rendu possible par la *reprise de la croissance économique et l'augmentation de la priorité accordée à l'éducation sur le plan politique* — et de *flux plus importants de l'aide extérieure pour l'éducation*.

Pourtant, la dynamique des progrès dans les domaines de l'éducation et de l'économie pourrait être menacée par la récession économique mondiale actuelle. Le resserrement des budgets nationaux et de l'aide extérieure pourrait rendre plus difficile le maintien des réformes politiques et la facilitation des investissements stratégiques dans le secteur de l'éducation. L'impact pourrait bien inverser les résultats difficilement acquis au cours des dix années écoulées et compromettre la réalisation des objectifs de l'EPT et ceux de la Deuxième Décennie pour l'Éducation de l'Union africaine. Le plus inquiétant est que ces reculs risqueraient de faire échouer les efforts naissants en cours dans de nombreux pays africains pour aligner le développement des enseignements secondaires et supérieurs plus étroitement aux besoins de l'économie et d'équiper la main d'œuvre des compétences, en particulier en sciences, technologie et innovation, afin d'aider les entreprises à réussir à affronter la concurrence au sein de l'économie mondiale et de soutenir une croissance économique générale dans les années à venir.

Aujourd'hui, les pays d'ASS sont confrontés à une série de défis économiques et éducatifs très différents de ceux de la période ayant suivi le Forum Mondial de l'Éducation en 2000. Le changement radical de la situation provoquée par le ralentissement économique global constitue par conséquent la **principale problématique** de la conférence. La réunion rassemblera des hauts responsables politiques des Ministères des Finances et de l'Éducation et des représentants d'agences de développement pour explorer la nature des nouveaux défis et leurs implications pour les politiques, afin de:

- Soutenir la dynamique en vue de la réalisation des objectifs de l'EPT comme priorité principale des années à venir et minimiser le risque de voir se répéter la récession de l'éducation expérimentée par les pays d'ASS pendant la récession économique des années 1980-1990 ; et
- Accroître l'attention urgente que requiert le développement de l'enseignement post-primaire afin d'apporter les compétences techniques et managériales de moyen et de haut niveaux nécessaires aux pays africains pour soutenir et accélérer la croissance économique réalisée au cours de la dernière décennie.

Dans ce contexte, l'**objectif principal** de la conférence est de mieux comprendre **pourquoi** les ministres des Finances et de l'Éducation doivent exercer un **leadership politique conjoint** pour favoriser un alignement dynamique entre le secteur de l'éducation et les objectifs nationaux en faveur des progrès sociaux et économiques et **comment** y parvenir. A cette fin, la conférence sera centrée sur:

- (i) L'**inter-dépendance entre l'éducation et l'économie**, et les **capacités** institutionnelles requises dans les ministères de l'Éducation et des Finances pour gérer cette dépendance, sur la base de la compréhension partagée que:
 - Dans l'économie globale actuelle de plus en plus basée sur le savoir, la fourniture et la qualité des compétences de la main d'œuvre que le secteur de l'éducation est capable d'apporter joue un rôle clé pour déterminer la capacité du pays à affronter la

concurrence et à parvenir à une croissance économique durable d'un niveau suffisamment élevé pour réduire la pauvreté; et

- A son tour, une croissance économique durable est indispensable pour permettre une réalisation pérenne, sur les plans financiers et sociaux, des objectifs de l'EPT 2015, principalement parce que la croissance (a) génère le *financement* nécessaire au maintien de l'EPT une fois réalisé et répond à la demande croissante d'enseignement post-primaire résultant de l'EPU, et (b) crée les *emplois* réclamés par les diplômés;
- (ii) La nécessité d'un **leadership politique visionnaire** et d'une **coopération étroite entre les ministères des Finances et de l'Éducation** pour garantir que les programmes et les politiques de l'éducation soient alignés sur les stratégies globales de développement national. Cette coopération est essentielle pour parvenir à un équilibre dynamique entre les aspirations éducatives des individus et les objectifs plus larges de la nation en matière de développement social, politique et économique.
- (iii) La nature des **politiques de l'éducation nécessaires pendant la deuxième moitié de la période 2000-2015** pour maintenir la dynamique vers l'EPU, pour galvaniser les progrès en direction des autres objectifs de l'EPT et de l'enseignement post-primaire, et pour aligner l'éducation et le système de formation plus étroitement aux objectifs nationaux de croissance économique et de compétitivité;
- (iv) Les champs possibles d'une **plus grande coopération dans le secteur de l'éducation entre les pays africains**. Comme cela est souligné dans la Deuxième décennie de l'éducation pour l'Afrique de l'Union africaine, il faut faire plus pour exploiter les avantages potentiels d'une telle coopération; et
- (v) les **priorités en matière de financement et d'aide extérieure en faveur de l'éducation**. Les politiques gouvernementales visant à favoriser le développement d'une éducation holistique, efficace et durable sont particulièrement importantes. Les politiques des bailleurs en matière d'aide extérieure peuvent aussi faire une différence, par exemple, au moyen d'appuis contracycliques *pour contrebalancer le rétrécissement potentiel des financements nationaux de l'éducation publique durant la crise économique actuelle*.

2. Programme de la conférence

Les détails du programme proposé pour la conférence figurent en annexe 1. La proposition est de commencer la conférence en fin d'après-midi de la première journée et de consacrer la journée et demie suivante aux discussions organisées autour des cinq sous-thèmes énoncés précédemment. Il y aura un nombre limité de présentations afin de donner le maximum de temps aux ministres participant et au dialogue entre eux.

Le Secrétaire exécutif de l'ADEA agira en tant que « Maître de cérémonie » durant la conférence afin de maintenir le cap du programme et de lier les différentes sessions en un dialogue cohérent. L'ADEA présidera également l'une des sessions de la conférence.

Compte tenu de l'importance croissante de l'Initiative Fast Track ou Initiation de mise en œuvre accélérée de l'Education Pour Tous (FTI EPT) et comme les bailleurs partenaires du FTI apporteront la majorité du financement de la conférence, une session de la conférence sera présidée par le Président du FTI.

Deux sessions seront présidées par des Ministres africains, l'une par un Ministre des Finances, l'autre par un Ministre de l'Education.

La Banque africaine de développement fera le discours de la cérémonie d'ouverture sur le thème suivant : "Le capital humain pour le développement à long terme de l'Afrique: maintenir le progrès dans les temps difficiles ". En outre, la BAD fera une présentation pendant une session et présidera également deux des sessions de la conférence.

La Banque mondiale fera une présentation pendant l'une des sessions et présidera également les sessions d'ouverture et de clôture de la conférence.

3. Résultats attendus

On attend de la conférence qu'elle développe la compréhension et le consensus entre les différents acteurs clés sur : (i) la problématique et les capacités qui seront nécessaires aux ministères des Finances et de l'Education pour exercer un leadership politique conjoint en vue d'aligner les stratégies de développement de l'éducation sur les agendas nationaux de croissance économique, notamment vers une plus grande coopération panafricaine, (ii) le besoin en actions concertées pour éviter que la récession économique actuelle n'entraîne la récession éducative déjà expérimentée par les pays africains dans les années 1980-1990 et (iii) le rôle critique des politiques stratégiques nationales, soutenues par une utilisation plus stratégique de l'aide extérieure, pour aider à garantir le développement holistique et durable du secteur de l'éducation dans le contexte des défis de la récession économique actuelle. Comme résultat de la discussion, il est attendu que les ministres participant articulent un programme d'actions concrètes de collaboration pour aider à garantir une poursuite des progrès éducatifs et économiques en ASS dans les années à venir.

Annexe 1: Note sur l'éducation en Afrique subsaharienne

(a) **Progrès et défis.** En comparaison avec les années 1980 et 1990, la plupart des pays d'ASS ont bénéficié d'une augmentation importante de leur taux de scolarisation au cours de la dernière décennie. Les progrès en faveur de l'EPU ont été remarquables. Le taux de scolarisation de l'école primaire a augmenté de 42% (5,2% annuellement) entre 1999 et 2006, élevant le Taux brut de scolarisation (TBS) de 78% à 95%. Ce niveau de croissance n'avait pas été atteint depuis les années 1960 et 1970 quand le TBS avait augmenté d'environ 40% en 1960 à 80% en 1980 (6,2% de croissance annuelle des scolarisations). Cependant, la progression ne s'est pas maintenue au cours des deux décennies suivantes; en fait, le TBS a chuté à un niveau de 72% en 1992 et n'a retrouvé son niveau de 1980 qu'en 2000. La croissance annuelle de la scolarisation dans l'enseignement secondaire et l'enseignement supérieur durant la période 1960-2006 a été également élevée (respectivement 8,3% et 7,0%,) mais en partant de niveaux de départ très bas.

En dépit de ces progrès, les pays d'Afrique ASS sont confrontés à un certain nombre de défis à tous les niveaux de l'éducation. Compte tenu de l'immense diversité parmi les pays de cette vaste région, les défis varient grandement entre et au sein même des pays eux-mêmes. En résumé, ils comprennent:

- (i) La réalisation de l'EPT: Tandis que plus de 90% d'enfants en Afrique d'ASS entrent à l'école primaire, moins de deux tiers de ceux qui y sont entrés sont susceptibles de terminer le cycle complet et parmi ces derniers, seule une moitié maîtrise les compétences et les connaissances qu'ils étaient censés acquérir. Dans la plupart des pays, le principal obstacle à la réalisation de l'EPU s'est déplacé du développement général à l'accès vers le double défi d'*assurer l'accès au 10%-15% des enfants qui sont toujours hors du système scolaire* (qui sont majoritairement pauvres, en zone rurale et des filles) et d'*améliorer la qualité* de sorte que l'école primaire devienne véritablement universelle et réponde aux critères de qualité de base. En outre, malgré les grandes avancées réalisées en faveur de l'EPU, les progrès ont été inégaux en ce qui concerne les cinq autres objectifs de l'EPT¹. La lenteur des progrès en matière d'alphabétisation des adultes, en particulier des femmes (environ 50% d'alphabétisation seulement) est particulièrement contrariante, compte tenu de l'impact positif bien connu de l'alphabétisation des femmes sur des facteurs tels que la taille de la famille, la santé et la nutrition de même que sur le statut et l'autonomisation des femmes. Enfin, même les progrès en faveur de l'EPU ont été inégaux sur le continent, la plupart des pays étant hors-jeu pour atteindre la réalisation de la scolarisation primaire universelle pour 2015.
- (ii) L'enseignement post-primaire: Plusieurs facteurs se combinent pour rendre le développement et l'amélioration de la qualité de l'enseignement secondaire en ASS très urgents.² Premièrement, la capacité existante reste faible et insuffisante pour faire face à la forte demande découlant de l'augmentation rapide du nombre d'élèves sortant de l'école primaire (le TBS n'était que de 32% en 2006, et de 24% seulement pour le cycle

¹ On insiste sur ce progrès inégal dans les Rapports de Suivi Mondiaux sur l'EPT successifs.

² Voir par exemple Verspoor (2008) et l'équipe SEIA: *At the Crossroads: Choices for Secondary Education in Sub-Saharan Africa (A la croisée des chemins : options pour l'enseignement secondaire en Afrique subsaharienne)*, Washington, DC: Banque Mondiale.

supérieur). Si la capacité demeure limitée, cela aura un effet dissuasif sur la demande d'enseignement primaire, entravant ainsi la réalisation de l'EPU, de même que cela pourrait accroître le risque de mécontentement social. Deuxièmement, le faible niveau des compétences de la main-d'oeuvre limite la capacité des pays à être compétitif dans l'économie globale de plus en plus basée sur les compétences. Cette contrainte est renforcée par de faibles résultats d'apprentissage, particulièrement en mathématiques et en sciences et par la faible pertinence des programmes face aux demandes du marché du travail, en particulier pour l'enseignement et les formations techniques et professionnelles (EFTP). Troisièmement, la structure des coûts et le recours presque exclusif au financement public rendent une expansion rapide financièrement non viable dans la plupart des pays. Cette question s'applique spécialement à la structure des coûts du premier cycle de l'enseignement secondaire (qu'il faudrait peut-être intégrer comme niveau d'un nouveau cycle d'éducation de base), et au besoin de partenariats plus efficaces avec le secteur privé pour favoriser le partage des coûts et garantir que les programmes d'EFTP sont réactifs aux signaux du marché du travail.

- (iii) L'enseignement supérieur: La réserve de capital humain en Afrique ayant des compétences de niveau supérieur est très faible et de qualité variable. La capacité des pays à améliorer rapidement la situation est gênée par la combinaison de leur faible capacité à fournir une formation de qualité adéquate, en particulier dans les domaines les plus pertinents pour l'économie, notamment les domaines scientifiques et techniques, et par l'émigration de beaucoup des plus talentueux. En moyenne, en 2006, le TBS de l'enseignement supérieur n'était que de 5% en ASS, comparé à 11% en Asie du Sud, 25% en Asie Orientale et 32% en Amérique Latine. Une quantité de recherches récentes a démontré de manière convaincante comment le capital humain interagit à travers de multiples réseaux avec le capital physique pour stimuler la croissance économique.³ Le développement des technologies de l'information et de la communication renforce davantage la demande en compétences de niveau supérieur. En bref, un investissement plus important dans un enseignement supérieur de bonne qualité est un élément indispensable de la série d'actions nécessaires pour que la région atteigne et maintienne les performances économiques requises afin de générer de l'emploi pour une jeunesse africaine en développement rapide et de réaliser les ODM et les autres objectifs de développement.

(b) Maintenir le financement de l'éducation pendant une récession économique. En dépit des remarquables progrès de la décennie précédente, le fossé éducatif entre l'ASS et les autres régions en voie de développement reste considérable. Afin de pouvoir combler ce fossé, des investissements constants combinés à des réformes systémiques ininterrompues pour améliorer les contenus et la pédagogie ainsi que pour renforcer la gestion, la gouvernance et les capacités institutionnelles sont nécessaires. Si la récession économique actuelle s'aggrave et persiste à moyen terme, cela pourrait être un très grave défi posé à la capacité des pays d'ASS pour maintenir à la fois la dynamique de l'EPT et s'attaquer aux autres défis posés par le développement de leur capital humain.

³ Voir par exemple Banque mondiale (2008): *Accelerating Catch-up: Tertiary Education for Growth in Sub-Saharan Africa* (Accélérer le rattrapage: l'enseignement supérieur pour la croissance en Afrique subsaharienne), Washington, DC, Banque mondiale.

Une simple comparaison des tendances dans l'éducation publique au cours de la reprise économique de la décennie écoulée avec les modèles pendant la crise économique des années 1980 et 1990 illustre bien le risque élevé d'un impact négatif grave de la crise actuelle sur les ressources publiques en faveur de l'éducation. Les dépenses de l'éducation publique en ASS ont augmenté en moyenne de 9,3% entre 1999 et 2006, comparé à une augmentation de seulement 1,1% entre 1980 et 1999. Deux facteurs se combinent pour expliquer l'augmentation du **Financement national de l'éducation publique** entre 1999-2006⁴:

- (i) L'augmentation de la *priorité accordée à l'éducation sur le plan politique* telle qu'elle est reflétée dans (a) l'augmentation des dépenses publiques en éducation dans la part PNB, avec un pourcentage en 2006 d'environ un point plus élevé que le pourcentage de 3,6% en 1999; et (b) les programmes éducatifs mieux préparés qui incorporent les réformes principales pour améliorer l'efficacité et l'efficacité de l'affectation et de l'utilisation des ressources (avec une augmentation du financement, la collaboration au sein du partenariat FTI pour améliorer la qualité des plans EPT est l'un des impacts les plus importants de ce partenariat); et
- (ii) La reprise de la *croissance économique*. Entre 1999 et 2006, le PNB des pays d'ASS a augmenté à un taux moyen annuel de 5,2%, comparé à 2,3% par an durant la période 1980-1999. Résultat de la crise économique prolongée qui a frappé l'ASS à partir du milieu des années 1970, le PIB de la région est tombé de 36% entre 1970 et 1997.

L'augmentation du financement national de l'éducation publique a été aidée par l'**augmentation bienvenue de l'aide extérieure affectée à l'éducation** depuis 1999, notamment si l'on fait la comparaison avec la baisse marquée des années 1990. Mesuré en \$EU constants de 2006, le *déboursement* total annuel de l'aide à l'éducation de l'ASS (à l'exclusion de l'Afrique du Sud) s'est élevé de 854\$ en 1999 à 2397\$⁵ millions en 2006, ou à une moyenne de 15,8% annuellement. Ce taux élevé s'explique en partie par le faible déboursement du début de la période; la croissance annuelle entre 2003 et 2006 n'a été que de 4,0%.

En bref, tandis que les partenaires au développement continuaient de lutter pour honorer les engagements pris à Dakar et lors des réunions internationales ultérieures, il y a eu une augmentation marquée, quoiqu'inégale, dans les déboursements de l'aide. Toutefois, dans la mesure où le *déboursement* de l'aide en 2006 n'était que d'environ 13% du financement total de l'éducation publique en ASS, il est clair que dans la plupart des pays, le *financement national était l'élément dominant pour déterminer le développement du financement total de l'éducation*. C'est ainsi que cela doit être. Néanmoins, l'augmentation de l'aide a aidé, de plusieurs manières, à faciliter et à accélérer les progrès éducatifs réalisés par les pays africains au cours de la décennie écoulée. Par exemple:

⁴ Tous les chiffres s'appliquant au PNB et à l'aide excluent l'Afrique du Sud qui représentait en 2006 38% du PNB total de l'ASS, mais seulement 4% de l'aide à l'éducation de l'ASS et 6% de la population.

⁵ Il s'agit des *déboursements* annuels, non des *engagements* annuels qui sont déboursés, eux, sur plusieurs années. En moyenne pour les cinq années 2002 à 2006, les déboursements ont correspondu à environ 70% des engagements.

- (i) Dans certains pays, l'aide représente un pourcentage élevé des budgets de l'éducation. Pour les 21 pays dont les données étaient disponibles en 2004, le pourcentage était de plus de 20% dans cinq pays, et au-delà de 30% dans deux pays⁶;
- (ii) En plus de compléter les financements nationaux, l'aide peut être utilisée de manière stratégique pour financer certains investissements éducatifs à impact élevé qui n'aurait pas pu être financé de manière adéquate en l'absence de l'aide, par exemple, le travail analytique, le renforcement des capacités, les innovations, la coopération « sud-sud » et d'autres programmes axés sur la pauvreté. Un autre exemple particulièrement pertinent dans le contexte actuel serait d'utiliser l'aide contracyclique pour aider à atténuer l'impact négatif de la récession sur les budgets de l'éducation; et
- (iii) Enfin, la coopération et le soutien technique associés aux programmes d'aide financière aident à améliorer la qualité des politiques et programmes éducatifs. Ce qui, à son tour, aide à améliorer l'efficacité de l'utilisation des financements nationaux et extérieurs. Par exemple, l'importance accordée par le FTI à l'aide basée sur la performance en soutien à des programmes de développement de grande qualité a permis une contribution majeure pour l'amélioration de ce genre de programmes.

(c) Le besoin de leadership pour limiter l'impact de la récession économique sur l'éducation. L'augmentation marquée du financement de l'éducation publique au cours de la dernière décennie a joué un rôle important pour expliquer la reprise des progrès en faveur de l'EPU par les pays d'ASS. Par exemple, des nombreuses études de pays spécifiques montrent que cette augmentation des dépenses a rendu possible le développement des services éducatifs dans des zones mal desservies⁷ et l'abolition des frais scolaires, ce qui a conduit à une demande de scolarisation accrue et à un taux de scolarisation en très forte augmentation⁸. L'effet opposé s'était matérialisé pendant la crise économique des années 1980-1990 quand la combinaison d'une diminution des financements publics et l'augmentation des coûts privés (y compris les frais scolaires) ont été un facteur majeur à l'origine du déclin du TBS dans les années 1980. Par exemple, le nombre de pays d'ASS avec un TBS au-dessus de 100% a diminué de 16 en 1980 (représentant 50% de la population en âge scolaire de l'ASS) à 7 en 1995 (7% de la population, principalement en Afrique du Sud).

Trois facteurs sur l'impact potentiel d'une récession économique sur les budgets de l'éducation sont particulièrement inquiétants:

- (i) La crise des années 1980 et 1990 a causé une baisse à long terme des salaires des enseignants dans la plupart des pays. Cela a eu des effets négatifs importants sur l'éducation, y compris de rendre "l'économie politique" de l'éducation très complexe. Les pays continuent de lutter pour résoudre ce problème à un moment où existe également un

⁶ Voir le Rapport Mondial de Suivi sur l'EPT 2007, UNESCO, Paris 2006, p. 95.

⁷ Les exemples de pays incluent le Burkina, la Guinée, l'Ethiopie, le Mali, Madagascar, le Mozambique et le Niger.

⁸ L'impact des frais scolaires est bien illustré par la forte augmentation dans le taux de scolarisation *total* de l'école primaire d'une année sur l'autre dans les pays qui ont récemment aboli les frais scolaires, par exemple: 11% au Lesotho (75% au niveau 1), 12% au Mozambique, 14% au Ghana, 18% au Kenya, 23% au Ethiopia, 23% en Tanzanie (43% au niveau 1); 26% au Cameroun (59% au niveau 1), 51% au Malawi et 68% en Ouganda.

besoin urgent de recruter plus d'enseignants pour accroître l'accès et réduire la taille des classes dans l'enseignement primaire et d'étendre l'enseignement post-primaire. Une récession économique pourrait sérieusement affecter la capacité des pays à continuer leurs efforts et, dans le pire des cas, enclencher une nouvelle spirale vers le bas avec des budgets en stagnation, un gel de la formation et du recrutement des enseignants, une stagnation des efforts en vue de développer l'accès, etc., effets qu'il faudrait des années pour inverser à nouveau;

- (ii) En termes statistiques, environ 60% de la croissance du financement national de l'éducation publique entre 1999 et 2006 s'est expliquée par la croissance économique et 40% par la hausse du pourcentage du PNB affecté à l'éducation. Bien qu'il y ait de la marge dans de nombreux pays d'ASS pour une augmentation supplémentaire de ce pourcentage, en moyenne, l'ASS dépense un pourcentage du PNB aussi élevé pour l'éducation que l'Amérique et plus élevé que l'Asie de l'Est et du Sud. Ainsi, il est probable que le niveau de croissance économique soit le facteur dominant pour déterminer le développement future du financement *national* de l'éducation publique; et
- (iii) Comme nous venons d'en discuter précédemment, l'aide a joué un rôle important dans le maintien et l'accélération des progrès réalisés au cours de la décennie écoulée. Si les pays bailleurs réduisent les budgets d'aide à l'éducation en réaction à la récession économique à laquelle ils font face actuellement, l'effet serait de renforcer le moindre impact négatif de la crise sur les économies africaines et leur capacité à mobiliser des financements *nationaux* pour l'éducation. L'utilisation proactive de l'aide pourrait aider à atténuer ce risque. Les pays bailleurs pourraient réaliser cela en: (a) honorant leurs engagements passés en matière d'aide, ce qui signifierait une augmentation marquée de l'aide⁹, et (b) en utilisant l'aide pour atténuer l'impact des baisses possibles du financement national de l'éducation.

En résumé, les pays d'ASS sont confrontés à une crise économique mondiale s'aggravant qui menace les bénéfices acquis en matière de progrès éducatifs et économiques. Minimiser son impact nuisible potentiel exigera (a) un leadership politique fort aux niveaux nationaux et panafricains pour construire une vision et mettre en oeuvre des politiques qui, à la fois, stimulent la croissance économique *et* protègent les investissements stratégiques publics en éducation, et (b) un effort déterminé des nations bailleurs pour honorer leurs engagements en matière d'aide à l'éducation *et* travailler avec les pays récipiendaires pour s'assurer que cette aide est utilisée de manière proactive sur des tâches à fort impact, notamment pour atténuer l'impact de la récession économique sur l'éducation.

⁹ Cela répondrait au paragraphe 13 de la "Déclaration d'Oslo" acceptée lors de la réunion de décembre 2008 du "Groupe de Haut Niveau sur l'Education Pour Tous": "Dans une majorité de pays, les progrès en direction de l'EPT depuis 2000 ont bénéficié d'un effort louable des financements publics et nationaux et de l'aide à l'éducation de base. Toutefois, la récente stagnation dans les engagements envers l'aide et la coupe dans la part du revenu national dédié à l'éducation dans certains pays sont une cause de grave inquiétude. Le ralentissement économique mondial pourrait aggraver cette tendance. Si les partenaires au développement se contentaient simplement d'honorer leurs engagements passés, cela conduirait à un brusque accroissement du financement dans les pays en voie de développement, ce qui a son tour atténuerait l'impact de la crise globale."